

Cartographie participative

QU'EST-CE QUE PARTICIPER EN CARTOGRAPHIE?

Le mot participation relève principalement de deux usages en cartographie : la carte comme support iconographique au débat public et à la participation des communautés locales, d'une part ; l'implication du public dans la conception de la carte elle-même, d'autre part. Le premier usage, sans doute le plus diffusé, est souvent mis en perspective par les chercheurs et les praticiens de l'aménagement et du développement territorial, selon l'échelle de participation proposée en 1969 par Sherry R. Arnstein. La carte, généralement d'ailleurs associée à ses moyens techniques de production et de diffusion, y est déclinée comme moyen de manipulation de l'opinion publique, support de diffusion d'information locale ou de consultation, lieu d'échange et de dialogue, etc. (Turkucu et Roche, 2008). Le second usage, surtout relayé par les cartographes et les géomaticiens, renvoie à l'idée que l'implication des communautés locales dans la conception d'une carte peut améliorer la qualité du produit final. En réalité, ces deux usages ne sont pas mutuellement exclusifs : s'engager dans l'élaboration communautaire de la carte, c'est déjà participer à la conception et à la formalisation du projet, d'un point de vue porté sur une question d'aménagement, par exemple. La carte est alors doublement participative,

à la fois support physique d'une démarche et processus sur lequel s'appuie la démarche en question. Mais dans les deux cas, elle constitue un « médiateur » ou un « objet frontière », structurant, mettant en évidence des controverses territoriales et traduisant les points de vue des acteurs en présence (Debarbieux et Lardon, 2004).

Les méthodes de cartographie visant à favoriser l'implication de communautés locales dans l'élaboration d'une carte vont du simple dessin sur le sol à l'aide d'outils rudimentaires, à la création sophistiquée de modèles en trois dimensions et à la production de données géoréférencées dans un système d'information géographique (SIG), intégrant aujourd'hui des technologies multimédia et de réalité augmentée. La détermination de la légende de la carte, selon qu'elle est proposée, imposée ou composée de manière consensuelle, peut favoriser ou bloquer la participation (Rambaldi, 2005). La mobilisation trop précoce ou trop tardive de la carte dans un processus participatif ou un débat public peut aussi constituer une source de blocage et de crispation des positions des acteurs impliqués. Par ailleurs, le recours à un SIG, s'il ouvre de nombreuses possibilités en termes de gestion communautaire de l'information géographique, requiert des compétences techniques impliquant la présence d'un expert et pouvant limiter la participation.

LA CARTE COMME LANGAGE DE CONTESTATION SOCIALE ET OUTIL DE NÉGOCIATION TERRITORIALE

Jusqu'à la fin des années 1980, la cartographie est demeurée l'apanage des élites politiques, des experts ou des grandes entreprises. Sa démocratisation a été favorisée par l'implication croissante des populations locales dans des projets d'aménagement ou de développement territorial, et par la mobilisation des citoyens pour l'amélioration de leur cadre de vie. Elle est en outre redevable au courant de pensée critique en géographie (critical cartography), lequel, à la suite de Brian Harley, s'est efforcé de déconstruire le « pouvoir des cartes », en questionnant le positivisme scientifique de ces dernières, et en montrant qu'elles ne sont pas des reflets passifs et neutres du monde des objets mais plutôt des constructions sociales, porteuses de valeurs idéologiques. De ce double mouvement social et intellectuel est né le terme de « counter-mapping » (Peluso, 1995), soit l'appropriation du langage, des techniques et des modes de représentation cartographique de l'État par des acteurs sociaux marginalisés, afin d'asseoir la légitimité de leurs revendications territoriales et d'exercer une influence sur les politiques publiques. ●●

La culture en question

Dans le domaine de la cartographie autochtone, les controverses ne portent cependant pas seulement sur des territoires mais aussi sur la pertinence culturelle des méthodes participatives de cartographie. Les géographes autochtones nord-américains (Renée Louis, Margaret Pearce, Jay Johnson, etc.) jugent celles-ci ethnocentriques, pour avoir été essentiellement conçues pour des milieux urbains et des populations familiarisées avec les techniques et le langage de la cartographie moderne dite « occidentale » ; selon eux, ces méthodes ne seraient pas suffisamment attentives aux « rencontres » entre savoirs cartographiques culturellement distincts et à la problématique de la « traduction » d'un système culturel de connaissances dans un autre (Johnson, Louis, et al., 2005). Ces penseurs et praticiens de la cartographie autochtone militent donc pour la reconnaissance de l'existence des traditions cartographiques autochtones, et de leurs singularités ontologiques, épistémologiques et axiologiques : produites généralement dans le cadre de sociétés de tradition orale, elles ne se matérialisent pas forcément par des artefacts, mais sont transmises par des pratiques performatives (le chant, la danse, la poésie, le rêve, etc.). En outre, elles impliquent une conception holistique du territoire, lequel ne se limite pas à la surface de la terre mais inclut le monde intangible où habitent les esprits des ancêtres et du territoire (esprits des plantes, des pierres, des ruisseaux, etc.). Aussi, c'est la notion de participation elle-même qui est revisitée, puisque ces entités non-humaines métaphysiques sont considérées par leurs pairs humains comme des acteurs à

part entière, intervenant dans la gestion et le devenir des territoires (Hirt, 2009, 2012). Les cartographes œuvrant dans des contextes autochtones ont donc préconisé la « décolonisation » de la cartographie par les communautés autochtones : celles-ci doivent réapprendre à valoriser leurs traditions cartographiques propres, et acquérir un usage plus critique des outils de la cartographie moderne mis en œuvre dans le cadre de projets de cartographie participative (Johnson, Louis, et al., 2005).

LA CARTOGRAPHIE 2.0

Cette cartographie moderne est d'ailleurs elle-même en complète recomposition. La convergence des SIG, des technologies de l'information (Internet, téléphone mobile intelligent) et des systèmes de géolocalisation (GPS) se traduit par l'émergence d'une nouvelle forme de cartographie, reposant sur les techniques et les principes du Web 2.0.

La cartographie professionnelle se mue en cartographie 2.0 qui, au-delà de l'artefact marketing, reflète un engagement actif du grand public dans la lecture et l'écriture des cartes (Mericskay et Roche, 2011). Cette démocratisation des usages, mais aussi des modes de production de l'information géographique, rythmée par le développement du géoweb 2.0 et des applications de géolocalisation mobiles remet en cause la notion même d'expertise cartographique (Goodchild, 2009).

Plus contributive que participative, la cartographie 2.0 – certains parlent même de néocartographie – renvoie



Timothy Segers, Utop a5, 2015, Courtesy of the artist and Parasol

•••

GIS

davantage au second usage du mot participation en cartographie (tel qu'évoqué plus haut). Dans le contexte du géoweb 2.0 et des services géolocalisés, les contenus cartographiques se multiplient, produits non plus par des cartographes patentés, mais par des communautés d'utilisateurs – amateurs – plus ou moins structurées.

On parle de contenus cartographiques générés par les utilisateurs, de « crowdsourcing » géographique ou encore d'information géographique volontaire (Sui, Elwood, et al., 2012). Tout comme en contexte autochtone, la définition de la cartographie tend à s'élargir : la carte ne se limite plus à un produit fini, mais renvoie davantage à un processus collaboratif auquel contribue une multitude d'usagers-producteurs (les « producers ») et de producteurs-consommateurs (les « prosumers »). Les exemples d'Open Street Map ou de Wikimapia illustrent parfaitement ce nouveau mode de production « participatif » de la carte, lequel s'appuie en général sur des plateformes technologiques de type Wiki et suit des processus cartographiques itératifs, en rupture avec les processus cumulatifs traditionnels. Le produit cartographique devient par essence composite, s'agrège, se désagrège au rythme des contributions, à l'image de blocs Lego, selon la logique des « mashups », incluant non plus seulement les composantes classiques de la carte, mais également des composantes multimédias, des hyperliens, etc. (Feick et Roche, 2012).

Dans ce type de processus itératif, il devient difficile d'identifier les auteurs de la carte. Chaque utilisateur est en même temps potentiellement un producteur spontané d'une information cartographique (à cartographier) géo-

localisée qui s'assemble aux autres contributions pour faire carte. Cette carte constitue dans l'environnement du Web 2.0, en particulier sa composante géographique, le géoweb, l'interface à l'utilisateur privilégiée, assurant du même coup le dialogue (un pont) entre espaces physiques et numériques. Mais dans ce contexte renouvelé d'usage et de production communautaire, l'écart se creuse entre la carte support iconographique de participation et la carte objet de participation. Alors que la seconde se positionne pleinement au cœur des mutations sociales induites par la diffusion et la démocratisation des moyens technologiques de communication, s'imposant même comme une interface privilégiée des réseaux et médias sociaux (Nova, 2009), les usages encadrés et ins-

titutionnalisés de la première se retrouvent marginalisés au profit d'une mobilisation communautaire de la carte support, via l'Internet et les réseaux sociaux. Le géoweb 2.0 marque donc l'ère de la dissonance entre la cartographie participative institutionnelle encadrée par des professionnels, et la cartographie contributive construite sur la dynamique des médias et réseaux sociaux.

Irène HIRT, Stéphane ROCHE, « Cartographie participative », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAU-RAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/cartographie-participative>.



Philippe Van Snick, Produktiestaat [Production State], 1988 photo M HKA